

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE
passé au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert définie aux
articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la
commande publique

REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)

Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et
des Transports d'Île-de-France (DRIEAT IF)

Pouvoir adjudicateur

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France (DRIEAT IF), représentée par Madame la directrice régionale et
interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté
de délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France n°IDF-2023-04-19-00003 du 19
avril 2023

Objet de la consultation

Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation et à la création d'écrans
acoustiques sur A3 à NOISY LE SEC (93)

Marché public, passé au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert définie aux articles
L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

Remise des offres

Date et heure limites de réception : le 15/07/2025 à 12h

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE PUBLIC	3
1-1. Contexte du marché public.....	3
1-2. Objet du marché public	3
1-3. Lieu(x) d'exécution	3
1-4. Durée du marché public	3
1-5. Forme du marché public.....	4
1-6. Clause sociale	4
1-7. Clauses environnementales	4
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2-1. Procédure de passation	4
2-2. Allotissement.....	4
2-3. Décomposition en tranches	4
2-4. Visite de site	4
2-5. Forme juridique de l'attributaire	4
2-6. Variantes	5
2-7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	5
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation	5
2-9. Délai de validité des offres	5
ARTICLE 3. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
3-1. Composition du dossier de consultation des entreprises	6
3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats	6
3-3. Documents à fournir par l'attributaire du marché public	9
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES	10
4-1. Sélection des candidatures.....	10
4-2. Jugement et classement des offres.....	10
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	13 12
5-1. Dispositions d'ordre général	13 12
5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation	14
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	16
ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX	16

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE PUBLIC

1-1. Contexte du marché public

Le projet de protections acoustiques de l'autoroute A3 au droit de la commune de Noisy-le-Sec fait partie du programme d'actions de résorption des points noirs bruits (PNB) mené par la Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF).

Cette opération consiste à remplacer les protections acoustiques existantes par de nouvelles plus performantes le long de l'autoroute A3 au droit de la commune de Noisy-le-Sec dans les deux sens de circulation. Il existe actuellement des écrans acoustiques sur ce linéaire, datant des années 1970, dont près de 30 % sont en très mauvais état et ne remplissent plus leur fonction de réduction des nuisances sonores.

Des études d'opportunité avaient permis de confirmer, sur certaines zones, le dépassement des seuils sonores réglementaires et proposer des scénarii afin de les résorber. L'opportunité de ce projet a été confirmée par la maîtrise d'ouvrage (MOA).

1-2. Objet du marché public

La présente consultation a pour objet l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre afin de contractualiser les prestations suivantes :

- Produire l'étude de conception détaillée de la solution retenue ;
- Elaborer le dossier de consultation des entreprises ;
- Assurer l'analyse des offres jusqu'à la signature du marché de travaux ;
- Assurer le suivi des travaux jusqu'à réception de l'ouvrage.

La conception des solutions envisagées pour la pose des nouveaux écrans acoustiques doit maximiser les performances afin de protéger de façon optimale les habitations riveraines qui ne seraient pas encore protégées par rapport aux seuils réglementaires de lutte contre les nuisances sonores d'origine routière, sachant que la surface totale des panneaux présents sur le linéaire étudié est de 10 000 m² avec des hauteurs d'écrans qui varient de 2 à 6 mètres.

1-3. Lieu(x) d'exécution

L'opération se déroule sur le secteur de l'A3 compris entre la RD40 à Romainville et l'avenue de Neuilly à Noisy-le-Sec (93), soit entre le PR 3 et PR5, et ce dans les deux sens de circulation.

1-4. Durée du marché public

La durée du marché et les délais d'exécution du marché sont fixés à l'article 3 de l'Acte d'Engagement.

1-5. Forme du marché public

Le présent marché public est un marché ordinaire.

1-6. Clause sociale

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le prestataire mettra en œuvre les exigences rappelées à l'article 1-9.5. du CCAP.

1-7. Clauses environnementales

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le prestataire mettra en œuvre les exigences rappelées à l'article 1-9.5. du CCAP.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Procédure de passation

La présente consultation est lancée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à 5 du CCP.

2-2. Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2-3. Décomposition en tranches

Il est prévu une tranche ferme et une tranche optionnelle. Le contenu de ces tranches ainsi que les modalités d'affermissement de la tranche optionnelle sont précisés à l'article 1-5 du CCAP.

2-4. Visite de site

Le candidat pourra utilement se rendre sur place afin d'élaborer sa proposition sachant que la visite de site n'est pas obligatoire. Il conviendra de contacter le maître d'ouvrage par courriel :

dpegvr.smr.dirif.driea-if@developpement-durable.gouv.fr

2-5. Forme juridique de l'attributaire

Le marché public sera conclu :

- soit avec un opérateur économique unique ;
- soit avec un groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement, pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des offres et la date de signature du contrat.

Conformément à l'article R.2142-21 du CCP, il est interdit aux candidats de présenter, pour ce marché public, plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupement(s) ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les prestataires et le mandataire du groupement doivent justifier leur pouvoir à engager les entreprises.

Conformément aux articles L.2141-13 et L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-6. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base, les variantes sont interdites.

2-7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve la possibilité d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

L'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront alors informés.

ARTICLE 3. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr> – sous la référence : DRIEAT-DIRIF-DEGVR-25-006 Le candidat est invité à s'inscrire sur la plateforme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plateforme. Il renseigne ses coordonnées et courriel sur PLACE afin d'être informé des questions formulées au cours de la consultation et des réponses apportées par l'acheteur, ainsi que de toute modification du dossier de consultation, le cas échéant. Un candidat ne peut opposer à l'acheteur ou à un tiers l'ineffectivité ou le caractère générique du courriel choisi afin d'accéder à la consultation pour contester le défaut de notification d'une information publiée dans le cadre de la consultation.

Les candidatures et les offres des candidats, ainsi que les documents de présentation associés, seront entièrement rédigés en langue française.

Il est rappelé que le ou les signataires doi(ven)t être habilité(s) à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s). La signature apposée sur ce document est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions du présent document relatives aux offres électroniques.

Toutefois, l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera en effet exigée au stade de l'attribution.

3-1. Composition du dossier de consultation des entreprises

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Les annexes situées dans le bordereau 2 portant sur :
 - Plans ;
 - Etudes géotechniques ;
 - Etude d'intégration urbaine ;
 - Estimation de la solution préférentielle ;
 - Etudes antérieures
 - Notice de présentation

3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

A → dans un sous dossier – les pièces relatives à la candidature :

Les candidats ont la possibilité de déposer leur dossier de candidature en utilisant :

- soit le Document Unique de Marché Européen électronique (eDUME), disponible depuis le service exposé de PLACE ou à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un eDUME pour chaque cotraitant.

- soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un seul formulaire DC1 mentionnant l'ensemble des cotraitants, et un formulaire DC2 pour chaque cotraitant.

Recours aux capacités d'autres opérateurs économiques :

Conformément à l'article R.2142-3 du CCP, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. Dans cette hypothèse, le candidat justifie des capacités de ce ou ces opérateur(s) économique(s) et

apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Sous-traitance :

Conformément aux articles L.2193-2 à L.2193-6 du CCP, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre.

Le candidat fournit à l'acheteur une déclaration (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) mentionnant notamment :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Pour satisfaire aux obligations susmentionnées, le candidat qui envisage, dès le dépôt de son offre, de sous-traiter une partie de sa prestation, complètera utilement la déclaration de sous-traitance et joindra, pour chaque sous-traitant, l'ensemble des documents, attestations et renseignements réclamés aux candidats, tels que figurant au présent règlement de la consultation.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est toutefois précisé que l'appréciation des capacités d'un opérateur économique et de son/ses sous-traitant(s) est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque opérateur économique dispose de la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2 :

En cas de candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2, les candidats transmettent :

- ➔ les justifications relatives à la capacité juridique du candidat :
 - le formulaire DC1 dûment complété ;
 - le pouvoir du signataire de l'acte d'engagement pour engager l'entreprise (établi par tout moyen, notamment via la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE et/ou des délégations internes à l'entreprise) ;
 - une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- ➔ les justifications relatives à la capacité économique et financière du candidat :
 - le formulaire DC2 dûment complété, notamment la déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ;
- ➔ les justifications relatives à la capacité technique et professionnelle du candidat :
 - La présentation d'un dossier de références pertinentes sur les trois dernières années, indiquant la nature de l'opération, l'identité du maître d'ouvrage, la mission de maîtrise d'œuvre et le

rôle tenu par le candidat, l'importance de l'opération et la date de sa réalisation. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Qualification OPQIBI n°	Désignation de la qualification
0301	Ordonnancement-Planification-Coordination (OPC)
0303	Planification-Coordination des études
0331	Direction de l'Exécution des travaux
2202	Maîtrise des coûts en phase de conception et de réalisation
1001	Étude de projets courants en géotechnique
1218	Ingénierie en génie civil et gros œuvre courants
1820	Diagnostic en ouvrages d'art
702	Paysagiste

Les candidats qui ne disposent pas des renseignements demandés ci-dessus (par exemple les sociétés nouvellement créées), peuvent apporter des moyens de preuve équivalents de leurs capacités.

B → dans un autre sous dossier – Les pièces relatives à l'offre :

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s). Il est rappelé que l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera exigée au stade de l'attribution ;

Dans le cas d'un groupement, le candidat joindra les annexes relatives à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 8-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) par tranche entièrement complétée. Le candidat ne peut en aucun cas modifier le cadre fourni par l'acheteur ;
- Un mémoire « Maîtrise de la qualité, des risques et des délais » présentant :
 - Le SOPAQ adapté au marché et qui présente le processus mis en œuvre pour garantir le contrôle de la qualité des résultats,
 - Une notice détaillant le management des risques (identification, hiérarchisation, suivi...) et les moyens de maîtrise du planning,

- Un mémoire technique comportant les éléments suivants :
 - Une partie relative à la compréhension du projet et la mise en évidence de ses points clefs, à la construction d'un planning pertinent en lien avec les méthodes, les moyens et les temps proposés et à un développement autour des enjeux d'exploitation sous chantier
 - Une partie relative à la composition de l'équipe projet, leur CV et la répartition des tâches entre les différents intervenants selon leurs compétences ainsi que le temps passé sur chaque élément de mission,
 - Une partie détaillant la méthodologie adaptée par le titulaire pour tous les éléments de mission (parties techniques) envisagées depuis la réalisation des études à la réalisation de la direction de l'exécution des contrats de travaux (moyens, temps passé, temps de présence hebdomadaire sur chantier. Un chronogramme devra être présenté dans son offre par le candidat avec les missions complémentaires associées,
- Un mémoire environnemental précisant :
 - La prise en compte des enjeux environnementaux dans la conception du projet et l'ensemble du cycle de vie,
 - La politique environnementale du candidat et moyens mis en œuvre autour des enjeux environnementaux (SOPRE).

3-3. Documents à fournir par l'attributaire du marché public

Si l'attributaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-14 du CCP, sa candidature sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Conformément à l'article R.2143-8 du CCP, les documents demandés seront les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, sollicitées par l'acheteur au moyen du formulaire NOTI1 (information au candidat retenu), disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ces pièces seront transmises à l'acheteur dans le délai fixé à la rubrique E du formulaire NOTI1.

Si l'attributaire du marché public n'a pas signé l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre, le(s) représentant(s) habilité(s) de l'attributaire devra(ont) signer ce document au moment de l'attribution. La signature apposée est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions de l'article 5-2 du présent règlement de la consultation.

Pour l'application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du Travail sera remise par l'attributaire avant la notification du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

S'il n'emploie pas de travailleurs étrangers, l'attributaire fournit une attestation sur l'honneur en ce sens.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres. Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures listés à l'article du présent Règlement de la Consultation (RC), celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R2143-6 à -14 du CCP sont éliminées par l'acheteur.

En cas de candidatures incomplètes, celles-ci seront déclarées irrecevables et éliminées, conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP.

Les candidats, qui ne disposent pas des renseignements demandés à l'article 2.2 du présent RC (par exemple les sociétés nouvellement créées), peuvent apporter des moyens de preuve équivalents de leurs capacités.

Si le candidat demande de prendre en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un ou plusieurs futurs sous-traitants au niveau de la candidature, il devra fournir un engagement écrit original de ceux-ci de mettre leurs moyens à disposition du candidat pour l'exécution des prestations du marché. L'absence de ces documents empêchera la prise en compte des capacités techniques, professionnelles ou financières des futurs sous-traitants.

Les exigences minimales requises par l'acheteur au titre de la candidature sont les suivantes :

- Le candidat doit justifier d'un chiffre d'affaires annuel global de l'entreprise générale ou la somme des chiffres d'affaires annuels globaux des entreprises du groupement au moins égal à 400 000 € HT sur les trois derniers exercices,
- Les certificats de qualifications professionnelles ou équivalents demandés à l'article 3.2 du présent RC.

4-2. Jugement et classement des offres

L'acheteur procédera à l'examen des offres soumises par les candidats en vue d'établir un classement.

Les offres anormalement basses, telles que définies à l'article L.2152-5 du CCP, seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du même code.

Les offres jugées inappropriées, inacceptables ou irrégulières, au sens des articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP, feront l'objet d'un traitement spécifique :

- Les offres inappropriées seront écartées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.
- Les offres inacceptables seront éliminées après analyse.
- Les offres irrégulières seront soit éliminées, soit régularisées dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du CCP.

Aucune négociation des offres n'est prévue par l'acheteur.

L'examen permettra d'établir un classement unique des offres, selon les critères de sélection pondérés définis ci-après. L'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue à l'issue de ce classement.

Les critères d'attribution du marché sont pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
Le prix, au regard du montant indiqué dans l'acte d'engagement, tel qu'il résulte de la décomposition des prix globale et forfaitaire	40 %
La valeur technique de l'offre appréciée au regard des notices techniques et selon les sous-critères de l'article 4-2.2	40 %
Maîtrise de la qualité, des risques et délais au regard du mémoire correspondant et selon les sous-critères de l'article 4-2.3	10 %
La valeur environnementale appréciée au regard du mémoire environnemental et selon les sous-critères de l'article 4-2.4	10 %

Les lettres de rejet des offres non retenues au terme de l'analyse seront envoyées aux candidats par voie électronique (via la plate-forme) à l'adresse de courriel qu'ils auront indiquée dans l'acte d'engagement. Les candidats vérifient le paramétrage de leur messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

L'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

4-2.1. Appréciation du critère prix

Lors de l'examen des offres, l'acheteur se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

La formule utilisée pour la notation du critère prix sur 20 sera :

$$Notedel'offre_{(entre0et20)} = 20 \times \left(1 - \frac{offre - offremini}{offremini} \right)$$

Étant précisé que :

- L'offre du moins disant aura la note maximale.
- La note 0 sera attribuée pour toute offre supérieure ou égale à l'offre du moins disant, majorée de 100 %.

4-2.2. Appréciation du critère valeur technique

Le critère valeur technique sera apprécié au vu du mémoire technique décrit à l'article 3-2 ci-avant et noté sur 20 points répartis entre les sous-critères définis ci-après :

SOUS-CRITÈRES TECHNIQUES	VALEUR
Composition de l'équipe et la répartition des tâches entre les différents intervenants selon leurs compétences	7 pts

SOUS-CRITÈRES TECHNIQUES	VALEUR
Méthodes, organisation, moyens et temps passé par élément de mission que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché	7 pts
Compréhension du projet et mise en évidence de ses points clefs, construction d'un planning pertinent en lien avec les méthodes, les moyens et les temps proposés et développement autour des enjeux d'exploitation sous chantier	6 pts
Total :	20 pts

4-2.3. Appréciation du critère maîtrise de la qualité

Le critère maîtrise de la qualité sera apprécié au vu du mémoire « Maîtrise de la qualité, des risques et des délais » décrit à l'article 3-2 ci-avant et noté sur 20 points répartis entre les sous-critères définis ci-après :

SOUS-CRITÈRES MAITRISE DE LA QUALITE	VALEUR
Management des risques (identification, hiérarchisation, suivi...) et moyens de maîtrise du planning	10 pts
Procédures de qualités (SOPAQ,...)	10 pts
Total :	20 pts

4-2.4. Appréciation du critère valeur environnementale

Le critère valeur environnementale sera apprécié au vu du mémoire environnemental décrit à l'article 3-2 ci-avant et noté sur 20 points répartis entre les sous-critères définis ci-après :

SOUS-CRITÈRES VALEUR ENVIRONNEMENTALE	VALEUR
Prise en compte des enjeux environnementaux dans la conception du projet et l'ensemble du cycle de vie	16 pts
Politique environnementale du candidat et moyens mis en œuvre autour des enjeux environnementaux (SOPRE)	4 pts
Total :	20 pts

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

5-1. Dispositions d'ordre général

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

En application de l'article R.2132-7 du CCP, la remise des offres se fera exclusivement via la plate-forme des achats de l'État – PLACE - (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) qui répond aux exigences fixées par les arrêtés du 22 mars 2019 relatifs aux exigences minimales des moyens de communication électroniques dans la commande publique et aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs,

Toute offre remise sur support "papier" ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées par aux articles R.2152-1 et 2 du CCP.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Traitement de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique peut être remise sur support papier, support physique électronique, ou par voie électronique.

1^{er} cas : remise de la copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique :

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde". Elle doit parvenir avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation, à l'adresse suivante :

<p style="text-align: center;">DRIEAT/SG/DCPPA/UPIMPPAM 27-29 rue Leblanc 75015 PARIS</p> <p>Offre pour : « Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation des écrans acoustiques sur A3 à NOISY LE SEC » - Réf. DRIEAT-DIRIF-DEGVR-AOO-25-006</p> <p>Nom du candidat ou des membres du groupement candidat :</p> <p style="text-align: center;">« NE PAS OUVRIR »</p>
--

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais, ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

3. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

2^{ème} cas : remise de la copie de sauvegarde par voie électronique :

La copie de sauvegarde doit parvenir à l'acheteur avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation. Le candidat dépose ou envoie sa copie de sauvegarde sur/par l'outil de son choix, à la condition que ce dernier respecte les exigences définies à l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Par le biais d'un accusé réception, cet outil doit informer l'acheteur de la mise à disposition de la copie de sauvegarde et lui indiquer les modalités de récupération.

Les services existants permettant la remise de la copie de sauvegarde par voie électronique sont les suivants :

- La lettre recommandée électronique :

- Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-produits-et-services-qualifies.pdf \(ssi.gouv.fr\)](#) ;
- Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [eIDAS Dashboard \(europa.eu\)](#) ;

- Tous les autres services permettant l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Nota : les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique pouvant nécessiter des modalités d'inscription longues, il est recommandé aux opérateurs économiques d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription et d'identification sur la solution technique envisagée.

5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence publique : DRIEAT-DIRIF-DEGVR-AOO-25-006 En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 2-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 fixe les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Par application de [l'arrêté du 22 mars 2019](#) relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions suivantes :

- **Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.**
 - 1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification “reconnue”

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification, française ou étrangère, mentionnée dans l'une des listes de confiance décrites dans les références suivantes :

- <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/>
- <https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- 2^{ème} cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tout certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences requises par le règlement eIDAS du 23 juillet 2014.

Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application du l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, en particulier tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS), sont toujours valables et demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Le candidat peut utiliser l'outil de signature de son choix :

- Soit le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

- Soit le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :
 - 1) Produire des formats de signature PAdES.
 - 2) Permettre la vérification de la signature et de l'intégrité du document conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté susmentionné, en transmettant les éléments nécessaires pour y procéder, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

-le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;

-le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc.).

RAPPEL GENERAL

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les candidats devront utiliser exclusivement les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), sous la référence : DRIEAT-DIRIF-DEGVR-AOO-25-006. Ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plateforme.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont compétents.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Paris, dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75 181 Paris Cedex 04
Tél. : 01 44 59 44 00 Télécopieur : 01 44 59 46 46
Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-paris@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L.) : [http\(s\)://paris.tribunal-administratif.fr](http(s)://paris.tribunal-administratif.fr)